


Petite galerie des horreurs

Petite galerie des horreurs 

Petite galerie des horreurs (23.03.05)

(Cet article est tiré du [Solidaire 180](#))

Un «prix» pour les entreprises les plus irresponsables? C'est ce que proposait cette année le Public Eye on Davos, cycle de conférences alternatives au Forum économique mondial (WEF) organisé par la section alémanique de la Déclaration de Berne.

Les 26 et 27 janvier avait lieu la 6^e édition du Public Eye on Davos. La Déclaration de Berne et ses partenaires¹ y dénonçaient les méfaits d'entreprises dont la plupart sont membres du WEF. Pour la première fois, un prix a été décerné aux entreprises les plus irresponsables. Dow Chemical a remporté le Public Eye Award dans la catégorie «droits humains». Les autres «prix» ont été décernés à Shell et à Wal-Mart (voir plus bas) dans les catégories «environnement» et «droits des travailleurs» ainsi qu'à [KPMG](#). Nestlé a, quant à elle, reçu le prix du public pour les conflits du travail en Colombie, la commercialisation agressive des substituts du lait maternel et le pompage illégal d'eau de source au Brésil (lire [Solidaire 178](#)).

Parmi la vingtaine d'entreprises nominées par des ONG suisses et internationales, les vainqueurs ont été choisis selon deux critères: gravité des conséquences du comportement de l'entreprise et actualité des faits. Le cas de Dow Chemical, nommé pour la catastrophe de Bhopal, est particulièrement frappant et «mérite» qu'on s'y arrête un instant.

Vingt ans d'impunité

Dans la nuit du 3 au 4 décembre 1984, l'usine d'Union Carbide à Bhopal (Inde) explosait et répandait un nuage toxique sur la ville, tuant 8000 personnes dans les jours suivants. Au moment des faits, pour cause de réductions de coûts, le système de sécurité était défaillant et le personnel en sous-effectif. Union Carbide, invoquant la protection de secrets commerciaux, a refusé de révéler la composition du gaz toxique qui s'est répandu dans l'environnement, alors que cette information aurait été capitale pour traiter les victimes. En 1985, le Gouvernement indien a déposé une demande en réparation contre l'entreprise pour 3 milliards de dollars. En 1989, sans informer les victimes, gouvernement et entreprise ont conclu un accord à la suite duquel Union Carbide a versé 470 millions de dollars à l'Etat indien. En échange, l'entreprise échappait à toute poursuite civile et criminelle et quittait tranquillement le pays. Cette «absolution» a soulevé tant de protestations qu'en 1991, la Cour suprême indienne a révisé le jugement et rouvert les poursuites criminelles contre l'entreprise et ses responsables. Aucun de ces derniers ne s'est encore présenté devant la justice indienne.

En 2001, Union Carbide a fusionné avec Dow Chemical, qui est ainsi devenu la plus grande entreprise chimique mondiale. Mais la multinationale états-unienne refuse d'assumer la moindre responsabilité quant à la catastrophe de Bhopal, sous prétexte que celle-ci incombe à Union Carbide. Le contraste est saisissant avec les plaintes déposées contre Union Carbide au Texas par des travailleurs exposés à l'amiante: suite à l'acquisition d'Union Carbide, Dow a accepté d'affronter la justice. Les plaignants texans auraient-ils donc une autre valeur que les habitants de Bhopal?

A ce jour, le bilan provisoire de la catastrophe de Bhopal est lourd: 20'000 décès, plus de 150'000 personnes malades chroniques. A cela s'ajoute la contamination extrême du site sur lequel l'usine a fonctionné de 1978 à 1984: sol et nappes phréatiques y sont notamment pollués par des métaux lourds.

Qui assume les « décisions dures »?

La Campagne internationale pour la justice à Bhopal (qui, avec Greenpeace Suisse, a nommé Dow pour les Public Eye Awards) demande que Dow assume sa responsabilité pour les impacts durables de la catastrophe sur la santé des habitants de Bhopal. L'entreprise doit donner accès à des rapports non publiés sur la toxicité des gaz échappés de l'usine. Elle doit aussi offrir des revenus à ceux qui ont perdu toute possibilité de gagner leur vie en raison de problèmes chroniques de santé. De plus, Dow doit assainir le sol et les nappes phréatiques polluées sur le site de l'usine et aux alentours. Enfin, Warren Anderson (président d'Union Carbide au moment des faits) doit être traduit devant la justice.

Lors de la cérémonie de remise des Public Eye Awards, Rachna Dhingra, de la Campagne internationale pour la justice à Bhopal, s'est référée au slogan du WEF 2005 (Taking responsibility for tough choices): «Dow n'a aucune idée de ce que signifie assumer la responsabilité de 'décisions dures'. Dow devrait poser la question à cette habitante de Bhopal qui doit choisir entre donner à son enfant de l'eau contaminée ou l'allaiter avec son lait chargé de mercure.»

Ainsi, loin des projecteurs du WEF, le Public Eye on Davos a donné la parole à celles et ceux qui subissent au quotidien les effets désastreux de certaines activités des multinationales. La vigilance de cet «œil du public» reste plus que jamais nécessaire. Comme le soulignait Irene Khan, secrétaire générale d'Amnesty International, lors du Public Eye: si la catastrophe de Bhopal se reproduisait aujourd'hui, les choses ne se passeraient pas différemment, car aucun instrument international ne permet encore de faire face à de tels comportements d'entreprises.

Florence Gerber

note

1) Le Public Eye on Davos est un projet de la Déclaration de Berne (Coordination), soutenu par Pro Natura (FoE Suisse), Friends of the Earth International (FoEI), Asociación Latinoamericana de Organizaciones de Promoción, Corporate Europe Observatory, Focus on the Global South, International South Group Network, Tebtebba Foundation, Women in Development Europe, World Development Movement.

Wall-Mart et sa chaîne de production

Le géant états-unien de la distribution Wal Mart (nominé aux Public Eye Awards par la Campagne Clean Clothes) est emblématique de la difficulté à faire admettre aux multinationales leur responsabilité sur toute leur chaîne d'approvisionnement. Les conditions de travail en vigueur chez les fournisseurs de vêtements africains et asiatiques de Wal-Mart sont désastreuses. Heures supplémentaires obligatoires massives, salaires inférieurs au minimum vital et mépris des droits syndicaux sont le lot des travailleuses. Au Lesotho, au Kenya et en Thaïlande, la multinationale a ignoré les ONG qui demandaient l'amélioration des conditions de travail. De plus, en comparaison avec d'autres entreprises du secteur textile, Wal-Mart a un retard considérable.

Shell: pollution et mépris de la loi

Shell était nominée par les sections nigériane et anglaise de Friends of the Earth pour les impacts désastreux de ses activités au Nigeria. Les combustions de gaz que Shell y pratique sont nocives pour l'homme et l'environnement. Une loi nigériane interdit depuis 1969 la combustion de gaz, mais laisse aux entreprises pétrolières la possibilité de payer des amendes en fonction de la quantité de gaz brûlée. Il semble que Shell préfère payer des amendes plutôt que de cesser son activité. Shell avait promis d'y mettre un terme avant 2008, mais est revenue sur sa promesse sous prétexte que cela lui coûterait trop cher. De plus, l'entreprise n'a pas assaini les nombreuses pollutions qu'elle a causées dans le delta du Niger depuis 1956.

Florence Gerber